

**COMITE DIRECTEUR**  
**DES 2 et 3 DECEMBRE 1989**  
**DISCOURS DE PIERRE MAUROY**

**Monsieur le Premier Ministre, Cher Michel,**

**Chers camarades,**

**Notre dernier Comité Directeur date des 7 et 8 octobre. La veille quelques milliers d'Allemands de l'Est massés autour des Ambassades de RFA en Hongrie venaient d'être autorisés pour la première fois depuis quarante ans à franchir le rideau de fer.**

**Cette porte entrebaillée de la liberté gardait quelque chose de si exceptionnel qu'il pouvait nous sembler, il y a deux mois, que tout cela fût promis à l'éphémère.**

**Les faits ont parlé si fort qu'en 1989, l'année où nous célébrons le bicentenaire de la révolution française, nous sommes les contemporains d'une contre révolution de la liberté à l'Est aux conséquences si brutales et si importantes que l'avenir en est encore imprévisible.**

Le régime Jivkov s'est effacé en Bulgarie. En Hongrie, le Parti Communiste est devenu Parti Socialiste. Et dans la nuit du 8 au 9 novembre sous la pression d'un soulèvement populaire pacifique, le mur de Berlin est tombé. A son tour aujourd'hui, la Tchécoslovaquie renaît à la démocratie. Nous gardons l'espoir qu'un jour prochain la Roumanie secoue un joug absurde et cruel.

Nous nous réjouissons à juste titre de cette évolution mais déjà le défi lancé à l'Est par Gorbatchev nous concerne dans ses prolongements.

Je livre cette réflexion d'entrée de jeu car si chacun a sans doute en tête pour ce Comité Directeur la préparation du Congrès de Rennes, que serait un débat entre socialistes qui se situerait à l'écart d'un tel mouvement ? Je vous le demande.

Face à de tels événements, à une telle fulgurance de l'Histoire, ni un gouvernement, ni un parti ne peuvent s'en tenir au silence.

Il faut analyser et décider très vite d'attitudes singulièrement nouvelles, car il serait illusoire de croire que le bouillonnement à l'Est met en cause le seul système communiste. Il interpelle bien sûr les communistes, et pas seulement ceux de l'Est. Le Parti Communiste Italien l'a compris. Le Parti Communiste Français beaucoup moins.

Mais il interpelle aussi les socialistes. Nous sommes les premiers concernés parce que notre perspective est la démocratie, alliance de la liberté et de la solidarité, et ce partout dans le monde. C'est pourquoi notre politique à l'Est, si indispensable soit-elle, ne peut se faire au détriment de l'aide aux autres continents.

Il faut continuer à appuyer le désendettement de l'Amérique Latine et le développement des pays d'Afrique tout particulièrement. Gardons aussi en mémoire que le communisme n'est pas en reflux partout, que la nuit continue à s'étendre sur la Chine. Et n'oublions pas ce jour les menaces des rebelles militaires qui mettent en cause le pouvoir légal de Cory Aquino aux Philippines. Ai-je besoin de dire que nous espérons l'écrasement de la rébellion qui marquera le succès du droit et de la démocratie.

Nous sommes les premiers concernés car le rejet massif du communisme suscite en occident une sorte d'illusion d'optique. Celle qui fait que nos sociétés parce qu'elles sont enviées sur le plan matériel, et enviables au plan des libertés, constitueraient un modèle sans défaut.

Il suffirait de nous copier comme si nous étions au bout d'un processus d'évolution de notre société. A la fin de l'histoire... comme l'a dit si naïvement Monsieur Fukuyama, expert du département d'Etat américain peu exigeant et peu regardant sur ce qui se passe autour de lui.

Sans doute pourrions-nous comprendre, compte-tenu des circonstances, le discours de Lech Walesa devant le congrès américain. Mais tout de même ! Je suis conscient que pour sortir du carcan bureaucratique il est indispensable aux théoriciens de la rénovation à l'Est de mettre en avant les vertus du marché. Mais prenons garde que cette conversion du communisme ne tourne à l'apologie du libéralisme et lève ainsi la condamnation que le marquait jusqu'ici. Il serait ainsi lavé à peu de frais des critiques justifiées que nous lui adressons.

Nous sommes concernés en définitive parce que nous avons à relever précisément un défi idéologique. Nous avons à vivre cette contradiction que la victoire historique de nos idées contre le communisme peut en définitive se retourner contre nous, si nous n'y prenions garde.

Ce qui a cédé à l'Est, c'est précisément ce que depuis 1920 nous dénoncions dans le communisme : l'étouffement des libertés, le centralisme plutôt anti-démocratique, le parti unique, la dictature du prolétariat, le régime d'exception érigé en droit commun.

Notre débat idéologique avec le Parti Communiste Français, y compris dans la période de remise en cause du programme commun s'est nourri de cette critique. Les faits viennent de nous donner raison. Quelle victoire mais aussi quelle responsabilité !

Le présent maintenant est fait de trois exigences.

La première, celle d'une évolution de notre socialisme. Car les deux systèmes ne peuvent se comprendre à terme que dans le dépassement de leur propre idéologie. Y sommes-nous prêts ? Sans doute. A condition de nous y mettre dans la cohésion et la clarté. Il est d'ailleurs significatif qu'aujourd'hui même je vous présente un projet de déclaration de principes.

La seconde exigence est celle de l'Europe et d'un nouvel âge de la communauté européenne. Mais nous sommes là au coeur d'une contradiction, car si l'Europe est une condition du progrès, elle peut se nourrir de projets très différents.

Ne craignons pas de dire ce que nous dénonçons dans l'Europe d'aujourd'hui : une formidable pression idéologique, contre l'économie mixte et le rôle de l'Etat, une approche trop technicienne de la fiscalité. La mise au second plan de l'Europe sociale. Les partis socialistes des 12 réunis à Lisbonne ont contesté l'absence de caractère contraignant de la Charte sociale préparée pour le sommet de Strasbourg. Le groupe socialiste au Parlement Européen a raison de donner de la voix à ce sujet.

Il faudra bien sortir de "l'économisme européen", et traduire concrètement dans la démarche juridique de la Communauté Européenne que les problèmes sociaux sont désormais au coeur du développement économique de la démocratie industrielle.

Il y faudra bien sûr une modification du traité de Rome comme le suggère Jacques Delors. Nous souhaitons que la Présidence française soit une occasion d'oeuvrer encore en ce sens, et nous savons qu'elle s'y prépare. La résolution finale du Comité Directeur marquera notre volonté sur ce sujet.

C'est dans ce cadre européen que doit se poser la question allemande. La réunification n'est pas de saison. Certes, les allemands ont leur droit à l'autodétermination. Mais le monde pour son équilibre a droit aussi au respect des traités internationaux. A terme, la réponse réside dans une Europe forte, susceptible de tisser les liens indispensables avec ses voisins. Les décisions du sommet de Strasbourg feront ainsi bien plus que la hâte et la précipitation du Chancelier Kohl à présenter un plan non dénué d'arrière-pensées électorales.

La troisième exigence est celle du dialogue avec l'Est. Ce dialogue est déjà riche. Je m'étais déjà rendu en URSS il y a deux ans, vous vous en souvenez, au moment de la fin de l'étrange disparition de Gorbatchev. Laurent Fabius a pris l'occasion d'un échange parlementaire pour s'entretenir avec le Secrétaire Général du PCUS. Bref, une bonne pratique s'est instituée et nous allons prochainement accueillir une délégation du Parti Communiste Soviétique. Sans compter les nombreux déplacements des secrétaires nationaux à l'Est et mon prochain voyage en Pologne les 19, 20 et 21 décembre

Le véritable débat de fond perdure avec ce communisme en devenir. Je dis bien communisme car je ne suis pas de ceux qui pensent que l'évolution mène irréversiblement à notre socialisme qui n'est pas le communisme plus la liberté. Je dirai même après la récente déclaration de Gorbatchev qu'il n'est pas non le communisme plus la liberté plus la religion ! Nous sommes là au coeur de la discussion du Conseil de l'Internationale Socialiste la semaine dernière à Genève, Conseil qui avait été précédé d'entretiens préparatoires à Milan et à Lisbonne.

Si pour nous la différence est grande entre démocratie et démocratisation, n'oublions jamais que le mouvement a été engagé par Gorbatchev et la Pérestroïka. Même si aujourd'hui, le succès de la démocratisation à l'Est paraît conditionner l'évolution même de la libéralisation en URSS, l'élan continue à dépendre du succès ou de l'échec de Gorbatchev. Nous avons à l'aider, et tous s'y emploient. Nous pourrions le rappeler dans notre déclaration finale.

Nous avons aussi à le comprendre. Ne suivons pas ceux qui sont passés vis-à-vis de l'URSS du scepticisme à l'angélisme. Le projet de Gorbatchev est un projet de grande puissance. Son rêve reste la domination. Gorbatchev a certes pris acte de l'impasse économique et politique dans laquelle se trouvait l'URSS. Il a donc agi en conséquence.

Le nouveau visage du communisme va dans le sens des libertés et nous nous en réjouissons. Mais nous ne sommes pas prêts à accepter une prééminance idéologique, même d'un communisme renouvelé. Et puisque ce débat va avoir lieu au sein même des pays de l'Est entre socialistes et communistes, appuyons le au plan international par un maximum d'initiatives.

L'Internationale Socialiste a ainsi décidé de répondre positivement à la demande de Gorbatchev lui-même d'ouvrir ce dialogue. C'est ainsi que je me rendrai à Moscou le 15 janvier prochain à la tête d'une délégation de l'Internationale, qui comprendra notamment Neil Kinnock et d'un représentant par continent, pour engager cette discussion politique et idéologique.

Au moment même où sur des navires au large de Malte Le Président Bush et Gorbatchev poursuivent un dialogue fait de rapports de force, mesurons bien quel pari nous avons à relever. Le pari porte sur la volonté de Paix de l'URSS. Si cette volonté se confirme, si la compétition idéologique se poursuit par des moyens pacifiques, alors nous avons à relever le pari du désarmement général, équilibré et contrôlé. Pour le monde, pour l'Europe et pour la France bien entendu.

Pierre Guidoni et moi-même n'avons pu à Genève nous associer à la résolution concernant le désarmement. Contrairement à ce que nous avons obtenu à Stockholm il y a quelques mois, le texte voté a repris des éléments de divergence entre socialistes européens et nous. Je le regrette bien sûr et j'estime que notre position doit évoluer. Ce débat doit rebondir entre nous. Les socialistes français ne pourront pas rester sur des positions figées. La discussion sur ces problèmes militaires est dès maintenant à l'ordre du jour, au moins sur le niveau trop élevé des dépenses d'armement et sur les conditions du service national. Ce débat, nous devrions déjà l'amorcer dans nos discussions de congrès. Utilement.

\*            \*

\*

Au delà de l'aspiration à la liberté, quel point commun peut-on trouver entre les événements de Varsovie, de Budapest, de Berlin ou de Prague ? Eh bien ! c'est la pression de la rue, la volonté du peuple, la mobilisation des femmes et des hommes qui provoque et accélère partout les réformes.

Que penser devant un tel mouvement de l'indifférence qui caractérise trop souvent notre société ? Un récent sondage du Point soulignait la désaffection croissante des Français à l'égard de la politique et leur moindre perception des clivages entre la Gauche et la Droite.

Le caractère récurrent de ces affirmations depuis des dizaines et des dizaines d'années en diminue certes le poids.

Il n'empêche que nous constatons, semaine après semaine, scrutin après scrutin, une montée continue des abstentions : plus de 30 % aux législatives, près de 50 % lors des Européennes, jusqu'à 70 % dimanche dernier.

Cette indifférence touche bien sûr également les Partis conservateurs. Mais tout parallélisme entre la Gauche et la Droite serait trompeur. Les conservateurs peuvent gérer le pays dans l'indifférence, nous ne pouvons le transformer sans l'adhésion populaire.

A Dreux, à Marseille, à Salon, le Front National a dépassé 30 voire 40 % des suffrages exprimés. Le contexte local était particulier ? Sans doute. Il s'agissait d'élections partielles ? Bien sûr. Il y a eu beaucoup d'abstentions ? Certainement.

Est-ce pour autant rassurant ? Il y a six ans, à Dreux déjà le Front National avait obtenu 17 % des voix. Le lendemain, la honte se lisait sur tous les visages, dans toutes les rues et un éminent politologue démontrait avec moult arguments que jamais l'extrême droite ne dépasserait les 5 % au niveau national !

Aujourd'hui, tous les tabous ont sauté. Chacun assume son vote, voire le revendique. Le Front National qui naviguait depuis six ans entre 10 et 15 % vient-il de franchir un nouveau palier ?

Voilà, mes Chers Camarades, le contexte dans lequel nous avons eu à décider de la position du Parti Socialiste pour le scrutin de demain. Nous devons adopter une position de principe. Nous devons mener un combat moral.

**Et c'est à l'unanimité que le Bureau Exécutif a appelé tous les démocrates à Marseille, à Salon, à Dreux, à faire barrage au Front National et à ses candidats.**

**Nous devons réagir : avec un Parti uni, ferme dans ses principes, clair dans ses refus. Nous devons dire non. Non au racisme, à l'exclusion et à l'intolérance. Non aux préjugés, à l'irrationnel et aux fantasmes. Non à la démagogie, à la violence et au fascisme. Nous l'avons fait.**

**Au moment où l'après-guerre s'efface à l'Est, nous avons le devoir de nous souvenir de notre histoire, de résistance de notre peuple et condamner sans appel le Front National.**

**Oui, Françoise Gaspard, tu connais bien Dreux et tu as eu raison d'écrire ta lettre à Lethuillier : "ce n'est pas pour toi que je vote, c'est malgré toi". Monsieur Juppé, ce n'est pas pour vous que nous votons, c'est malgré vous et vos hésitations au RPR, vos alliances coupables.**

**Pour nous le combat est clair : nous donnerons toujours une chance à la démocratie contre ceux qui veulent la battre.**

**Le vote de Dreux, les foulards de Creil ont à nouveau posé la question de l'intégration des immigrés.**

**Le Président de la République, le Premier Ministre et le Ministre de l'Education Nationale se sont exprimés de manière convergente.**

Après un débat de qualité, le Parti Socialiste a, là encore à l'unanimité de son Bureau Exécutif, réaffirmé son attachement aux principes de la laïcité, de l'égalité entre les hommes et les femmes, aux droits de l'enfant.

Le Conseil d'Etat a fait connaître l'état de notre législation. Il appartient désormais au Ministre de l'Education Nationale, aux Conseils d'Etablissements, aux enseignants, d'apprécier, en responsabilité, les conditions d'exercice de la liberté religieuse.

Et je ne pense trahir ni la pensée du Bureau Exécutif ni celle de la majorité des socialistes ni celle du gouvernement en soulignant que nous avons toujours été et que nous sommes opposés au port du voile. Nous avons compris la nécessité du dialogue et des délais imposés mais le voile n'a pas sa place dans les salles de classe de notre République laïque et de l'idée que nous avons de l'égalité entre hommes et femmes.

Il appartient également au gouvernement et aux formations politiques de mettre en application le seul choix qui corresponde à l'histoire et à la tradition de la France : l'intégration.

Le gouvernement s'y emploie. Un Secrétaire Général chargé de ce problème et directement rattaché à l'Hôtel Matignon doit être prochainement nommé. Des réunions interministérielles vont, dans les prochaines semaines, proposer des mesures concrètes.

A l'initiative de Laurent Fabius et de Louis Mermaz, une mission d'information va être constituée au Parlement réunissant tous les groupes politiques des assemblées. Elle va entreprendre un travail d'écoute et de réflexion.

Le Parti Socialiste de son côté a déjà, sur ma proposition, créé une commission associant des membres du Bureau Exécutif, des députés, des sénateurs et des experts. Elle doit aboutir à définir les positions et les propositions que le Parti Socialiste prendra.

Il y a certes entre nous des nuances, voire des divergences. Les limites du droit à la différence - ou du devoir de ressemblance - ne sont pas identiques selon que l'on souhaite insérer, intégrer ou assimiler.

Mais n'attachons pas une importance excessive aux mots. J'ai en effet le sentiment que, au-delà même de l'urgence, la définition des grands principes à affirmer et des mesures concrètes à adopter ne devrait guère nous diviser. Voilà pourquoi je souhaite que la commission du Parti puisse aboutir rapidement.

Dans notre pays - le récent sondage IFOP/Le Monde sur l'Islam le montre - la société française semble, dans sa majorité, jeter un regard hostile sur les musulmans qui vivent avec nous. Et pourtant, de son côté, cette communauté manifeste, elle aussi dans sa majorité, un désir de s'intégrer à notre société en adhérant à nos valeurs et à nos règles du jeu. Notons bien chers camarades que 95 % des musulmans français interrogés estiment qu'il est possible de concilier l'appartenance à cette religion avec l'intégration à notre société.

**La juxtaposition de communautés de religion, de croyance, d'origine, telle qu'elle existe dans des pays comme la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis n'est pas acceptable chez nous.**

**Ce modèle est contradictoire avec notre histoire, avec notre tradition mais aussi avec notre conception de la société. Il menacerait l'unité de notre Etat et de notre communauté nationale.**

**Et pourtant, le repliement de chaque communauté sur elle-même avance à grands pas en France. Système de réconfort face à des repères qui s'effacent ? Besoin de se rassurer alors que la crise frappe encore les plus faibles ? Egoïsme de nantis ou angoisse de marginalisés ? Peu importe au fond l'explication qu'il faut donner à cette évolution.**

**Ce qui est important pour nous, c'est de trouver par l'action de l'Etat, par la prise en compte sur le terrain, par l'explication et la pédagogie, les moyens de rompre avec la logique des replis et la peur de l'autre. Ce qui n'exclue nullement la part des devoirs d'intégration des musulmans en France.**

**Quel défi camarades ! Car c'est à nous de faire de l'Islam une religion intégrée afin d'éviter de se trouver un jour face à une religion devenue intégriste, faute d'accueil et de compréhension.**

**Mes Chers Camarades, je disais tout à l'heure que nous devons nous interroger sur la coïncidence entre nos mauvais scores lors des récentes élections partielles et nos querelles internes. Je crois aussi que la perception d'un certain retard en matière sociale n'est pas non plus étrangère à ces déconvenues.**

Le rapport publié la semaine dernière par le CERC sera sans doute commenté à cette tribune et à la Commission Economique et Sociale cet après-midi. Evitons cependant toute simplification : l'analyse s'arrête en 1988.

De surcroît le gouvernement a commencé à s'attaquer au problème. Je pense que la tendance doit rapidement s'inverser. Il n'empêche que le rapport du CERC nous conforte dans notre volonté d'aller plus loin, plus vite et plus fort dans le domaine social.

\*       \*

\*

Je voudrais pour conclure revenir à nos problèmes internes. Lors du dernier Comité Directeur, il avait été décidé de confier à deux commissions le soin de rédiger une nouvelle déclaration de principes et de préparer une révision des statuts du Parti.

La réécriture de notre déclaration de principes - c'est à dire d'un texte qui doit par nature unir tous les socialistes - était indispensable. Je suis d'ailleurs certain que la lecture de l'actuelle déclaration de principes vous convaincrait également de cette nécessité.

Nous avons voulu un texte court et qui prenne en compte les évolutions du monde ainsi que nos propres évolutions. Vous l'examinerez tout à l'heure en commission. Je souhaite le soumettre au vote des militants au nom du Comité Directeur tout entier. Mais si cela s'avérait impossible, je le présenterai au Parti en mon nom propre en citant tous les membres de la commission.

En tous cas, je voudrais remercier les membres de cette commission dont les travaux se sont déroulés dans un esprit serein et constructif et ont abouti à un résultat dont je me félicite.

En revanche, je déplore vivement que certains camarades n'aient pas souhaité collaborer réellement aux travaux de la commission sur les statuts. Il aurait en effet été utile pour la clarté du débat de faire la part de nos propositions communes et de nos points de divergence.

Je vous fais en tous cas part de mes principales propositions.

- Une direction resserrée.
- "un homme, une voix", sur lequel un accord sera facile à trouver.
- L'application des statuts pour qu'à partir du choix d'une motion, il y ait un vote effectif pour les responsables et que nos dirigeants soient élus et non cooptés.
- La tenue d'une convention tous les trois mois où siègerait, à côté des membres du CD et des Parlementaires, une représentation pondérée des fédérations de manière à assurer un échange permanent entre la direction et les militants.
- La recherche d'une formule d'association des sympathisants qui puisse à terme élargir le nombre de nos adhérents.

\*       \*

\*

Mes chers camarades, est-il excessif de dire que les bouleversements à l'Est, la déclaration à risque du Chancelier Kohl sur la réunification allemande, la guerre qui se rallume au Liban, la montée du racisme et de l'intégrisme en France, justifient la plus grande cohésion et la plus grande unité de notre parti. C'est en tous cas ce que je souhaite.